

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DREAL PACA  
Unité Interdépartementale des Alpes du Sud  
Z.I Saint Joseph  
Manosque

Digne les Bains, le 23 novembre 2018

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2018-327-002**

Mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations  
et suppression de l'activité de traitement de déchets contenant du cadmium  
Société META REGENERATION

VU l'article L 516-1 du Code de l'Environnement, relatif à la constitution des garanties financières ;

VU les articles R 516-1 et R 516-2 du Code de l'Environnement, relatifs à la constitution des garanties financières ;

VU l'article R 181-45 du code de l'Environnement, relatif à la fixation de prescriptions complémentaires ;

VU l'article R 181-46 du code de l'Environnement relatif au changement ou modifications des installations ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-383 d'exploitation de la société META REGENERATION en date du 7 mars 2014 ;

VU les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société META REGENERATION par courrier du 1<sup>er</sup> septembre 2016 actualisées dans des documents remis lors de l'inspection du 9 août 2018 ;

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 10 août 2018 joint au présent arrêté ;

VU le projet d'arrêté préfectoral pour la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations et suppression de l'activité de traitement de déchets contenant du cadmium porté le 10 septembre 2018 à la connaissance du directeur de la Société META REGENERATION ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que les propositions de calcul des garanties financières se fondent sur des quantités de déchets qui ne prennent pas en compte les déchets relatifs à l'activité de traitement de déchets contenant du cadmium et que l'exploitant a déclaré vouloir renoncer à cette activité ;

### **ARRETE**

**Article 1 :** La société Méta-Régénération, sise avenue du Jas, 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban, est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations.

#### **Article 2 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R.516-1 5° du Code de l'environnement, pour les activités suivantes :

| <b>Rubriques<br/>ICPE</b> | <b>Libellé des rubriques/alinéa</b>  |
|---------------------------|--|
| 2717.2                    | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement   |
| 2770.1b                   | Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses, les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement |
| 2790.1b                   | Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses, les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement           |
| 2790.2                    | Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses, les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement    |

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R 516-2 du Code de l'Environnement.

#### **Article 3 : Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 2 à 2 298 294 euros TTC.

#### **Article 4 : Délai de constitution des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.

Toutefois en cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et consignations l'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

- constitution de 30% du montant initial des garanties financières dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumis à l'obligation de constitution de garanties financières
- constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant sept ans.

L'exploitant communiquera au Préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 5 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 6 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet au minimum tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 base 2010 ; l'indice TP01 base 2010 servant de référence pour l'actualisation est l'indice publié au journal officiel le 17/07/2018, soit 108,1.

Le taux de taxe sur la valeur ajoutée à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines est :

- 20% pour les opérations soumises au taux normal.

#### **Article 7 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 11 du présent arrêté.

### **Article 8 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 9 : Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, quand une des obligations de mise en sécurité, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R.516-2-IV du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

### **Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières**

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières

### **Article 11 : Obligations d'information**

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de formes de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

**Article 12 : Traitement de déchets contenant du cadmium**

Les activités de traitement de déchets contenant du cadmium sont interdites.

**Article 13 :**

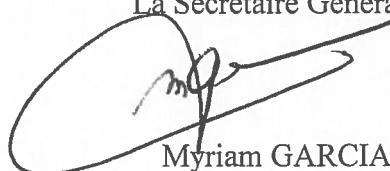
La présente décision peut être déférée au tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue de Breteuil – 13281 Marseille cedex 06). Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 14 :**

- la Secrétaire Générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
- le Maire de Château-Arnoux-Saint-Auban,
- la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale



Myriam GARCIA